



Centre national
de la musique

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

MARCHE N°2025C03

ACQUISITION, DEPLOIEMENT ET MAINTENANCE D'UN LOGICIEL DE SYSTEME DE GESTION DES CANDIDATURES (type ATS RECRUTEMENT) POUR LE CENTRE NATIONAL DE LA MUSIQUE

Nom et adresse officiels de l'acheteur : Centre national de la musique (CNM) – 151-157 avenue de France – 75013 Paris ; représenté par l'ordonnateur principal de l'établissement

PIECE UNIQUE

valant

Cahier des Clauses Particulières (CCP) et Acte d'Engagement
(AE)

SOMMAIRE :

<i>PARTIE N°1 : EXPRESSION DU BESOIN ET CLAUSES ADMINISTRATIVES (partie réservée à l'administration)</i>	3
ARTICLE 1- Objet de la consultation – Dispositions générales	3
ARTICLE 2- Durée du marché– Délai d'exécution - Reconduction	3
ARTICLE 3- Liste des pièces contractuelles du marché	4
ARTICLE 4- Forme du prix et montant de l'offre	4
ARTICLE 5- Modalités de règlement des prestations	4
ARTICLE 6- Sous-traitance	5
ARTICLE 7- Utilisation des résultats – Propriété Intellectuelle	6
ARTICLE 8- Conditions d'exécution des prestations et obligations du titulaire	6
ARTICLE 9- Pénalités	6
ARTICLE 10- Constatation de l'exécution des prestations	6
ARTICLE 11- Garantie	7
ARTICLE 12- Résiliation et adaptation/suspension du marché	7
ARTICLE 13- Assurances	7
ARTICLE 14- Obligation du Titulaire tous les 6 mois	7
ARTICLE 15- . Litiges et différends – Droit applicable	8
ARTICLE 16- Dérogation aux documents généraux	8
<i>PARTIE N°2 : REPONSE DU TITULAIRE</i>	9
ARTICLE 17- IDENTIFICATION DU CONTRACTANT	9
ARTICLE 18- MONTANT DE L'OFFRE ET MODE DE REGLEMENT	9
<i>PARTIE N°3 : SIGNATURE DU MARCHE</i>	12
ARTICLE 19- SIGNATURE DU TITULAIRE	12
ARTICLE 20- APPROBATION DE L'ACCORD-CADRE	12
<i>ANNEXE N°1 : PROPOSITION FINANCIERE – Décomposition de prix global et financière</i>	13

PARTIE N°1 : EXPRESSION DU BESOIN ET CLAUSES ADMINISTRATIVES (PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION)

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1- Objet du marché public

Le présent marché a pour objet la mise en place d'un outil de gestion de son processus de recrutement au moyen d'un système de gestion des candidatures (ATS).

Les prestations techniques sont détaillées dans un cahier des charges annexé à la présente pièce de marché.

Article 1.2- Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix forfaitaire.

Article 1.3- Décomposition du marché

Le présent marché ne prévoit pas de décomposition en lots, de tranches. Les variantes ne sont pas autorisées.

Il est prévu les prestations supplémentaires éventuelles facultative suivantes :

Multi-diffusion des annonces.

Article 1.4- Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-TIC, dès la notification du marché, le titulaire et le CNM désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au CNM.

En cas d'absence de cet interlocuteur, le titulaire désignera une autre personne et en informera le CNM. En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Article 1.5- Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes détaillées à l'article 3.1 du CCAG-TIC qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception.

ARTICLE 2- DUREE DU MARCHÉ– DELAI D'EXECUTION - RECONDUCTION

Article 2.1- Durée du marché et délais d'exécution

Le marché débute à compter de sa notification pour une durée initiale de 12 mois.

Article 2.2- Reconduction

Le marché est reconductible tacitement trois fois maximum dans les mêmes termes et pour la même durée, sans que la durée totale de l'accord-cadre ne dépasse 48 mois (4 ans). Les titulaires ne pourront refuser la reconduction.

En cas de décision de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur adresse une décision expresse, par tout moyen permettant d'accuser réception certaine, intervenant au plus dans un délai de trois mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

ARTICLE 3- LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- La présente pièce unique, valant cahier des clauses particulières et acte d'engagement (CCP-AE) et ses annexes ;
- Le cahier des **clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication** – approuvé par l'arrêté interministériel du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1 avril 2021) - « CCAG-TIC », modifié, disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310613/2023-01-05/>
- L'offre technique et financière du Titulaire.

L'exemplaire du marché, conservé par le CNM, fait seul foi. Les conditions générales de vente du Titulaire sont inapplicables.

ARTICLE 4- FORME DU PRIX ET MONTANT DE L'OFFRE

Article 4.1- Forme du prix

La présente offre de prix est établie sur la base de prix forfaitaires, ferme et définitif.

Article 4.2- Prix

Le prix du présent marché est défini à l'article 18 du présent document.

Article 4.3- Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont hors TVA et sont réputés complets, c'est-à-dire établis en considérant comme incluses, outre toutes les sujétions et contraintes normalement prévisibles pour l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, notamment, frais d'envoi, frais de plaidoirie, réunions techniques, visites, comités de pilotage particuliers, déplacements, transports, frais de gestion etc.

Les prix sont également réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations ainsi que tous les frais afférents à l'exécution de ces prestations.

L'article 10.1.3 du CCAG-TIC s'applique en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de recours à la sous-traitance.

Le montant de l'offre indiqué ci-dessus inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

ARTICLE 5- MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

Article 5.1- Transmission des demandes de paiement

Les factures sont établies en un original. Elles doivent être conformes au prix du présent marché, tel qu'indiqué à l'article 18 du présent CCAP-AE.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Le numéro du Marché public ;
- La date ;

- La nature de la demande de paiement (demande de paiement pour solde ou demande d'acompte...) ;
- La description des prestations ;
- Le montant total en € HT ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant en € TTC.

Du montant de cette facture, qui fait apparaître la valeur totale des prestations, est déduit, le cas échéant, le montant des acomptes versés ainsi que les pénalités.

Facturation dématérialisée : En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre leurs factures sous forme électronique dématérialisée sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

A titre informatif, plus de précisions sur le portail Chorus Pro et ses fonctionnalités, sont disponibles en consultant le site internet <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires à l'article D. 2192-2 du CCP.

Article 5.2- Acompte

Le Titulaire a droit au paiement d'acomptes dans les conditions définies aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Article 5.3- Délai de paiement et retard de paiement

Le paiement est effectué par virement administratif dans un délai global maximum de trente (30) jours en application de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date de réception des Prestations si celle-ci est ultérieure, en application de l'article R. 2192-17 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire, conformément aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Article 5.4- Echancier de paiement

Le cas échéant, les prestations seront réglées en fonction de leur avancement.

Article 5.5- Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire et les cotraitants comme indiqué ci-dessous.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seule habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En complément de l'article 12.1.2 du CCAG-TIC, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire. L'acheteur peut également procéder à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'article 18 du présent document.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

ARTICLE 6- SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché à condition d'avoir obtenu du CNM l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions fixées aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 7- UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Résultats : Conformément au chapitre 44 du CCAG-TIC, l'acheteur peut utiliser les résultats pour ses besoins exprimés dans le marché ou découlant des prestations.

Utilisation : conformément à l'article 46 du CCAG-TIC, la cession des résultats réalisés dans le cadre du marché le titulaire se fait à titre non exclusif.

ARTICLE 8- CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Article 8.1- Confidentialité et protection des données personnelles

Le Titulaire et l'acheteur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité, dans les conditions définies par l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Si, à l'occasion de l'exécution du contrat, l'une ou l'autre des parties ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, elles sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

Le Titulaire est informé de ce qu'il doit se conformer aux lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif « à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données » (Règlement Général sur la Protection des Données, noté ci-après « RGPD »), lequel est applicable de plein droit depuis le 25 mai 2018 et notamment son article 28.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

D'une manière générale, en conformité aux articles 28 et 29 du RGPD, le Titulaire s'engage à ne traiter les données du responsable de traitement que sur instruction de ce dernier et s'interdit donc toute utilisation de données à caractère personnel sans son consentement préalable.

Article 8.2- Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG-TIC.

Article 8.3- Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 9- PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les pénalités sont cumulatives, s'appliquent dès le premier euro et sans mise en demeure préalable. De même, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Les pénalités du chapitre 3 du CCAG-TIC s'appliquent.

ARTICLE 10- CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 10.1- Installation et mise en ordre de marché

Conformément à l'article 29 du CCAG-TIC, l'acheteur dispose d'un délai d'un mois pour procéder à l'installation et à la mise en ordre de marché des logiciels, à compter de la date contractuelle de livraison.

Le titulaire remettra à l'acheteur un procès-verbal de mise en ordre de marché, le cas échéant.

Article 10.2- Modalités des opérations de vérification

Les opérations de vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Lieu des opérations de vérification : siège du Centre national de la musique, 157 avenue de France 75013 Paris.

Point de départ du délai des opérations de vérification : Conformément à l'article 30-1 du CCAG-TIC, les opérations de vérifications démarreront à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Type de vérifications : dans les conditions des articles 31 et suivants du CCAG-TIC.

Article 10.3- Décision après vérification

La décision sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-TIC.

ARTICLE 11- GARANTIE

Il sera fait application de l'article 36 du CCAG-TIC (soit une garantie d'un an).

ARTICLE 12- RESILIATION ET ADAPTATION/SUSPENSION DU MARCHE

Article 12.1- Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute il sera fait application des articles 50 et 54 du CCAG-TIC. Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Article 12.2- Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 51 du CCAG-TIC, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT des prestations reçues.

Article 12.3- Adaptation – suspension de l'accord-cadre

Il est attendu du Titulaire qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer, dans la mesure du possible, l'exploitation de ses prestations.

Il sera fait application des dispositions de l'article 26 du CCAG-TIC, le cas échéant.

ARTICLE 13- ASSURANCES

Le titulaire devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du CNM d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

ARTICLE 14- OBLIGATION DU TITULAIRE TOUS LES 6 MOIS

Le titulaire unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces emportera résiliation du marché/accord-cadre.

ARTICLE 15- . LITIGES ET DIFFERENDS – DROIT APPLICABLE

Il sera fait application du chapitre 9 du CCAG-TIC.

ARTICLE 16- DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles de la pièce unique	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
9	14.1

PARTIE N°2 : REPONSE DU TITULAIRE

ARTICLE 17- IDENTIFICATION DU CONTRACTANT

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire",
M..... agissant en mon nom personnel / au nom
et pour le compte de la société dénommée :

domicilié à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 1.5 ci-dessous :

.....

Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,
- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 18- MONTANT DE L'OFFRE ET MODE DE REGLEMENT

Article 18.1- Montant de l'offre

Conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF annexe 1 au présent document), l'offre est égale à :

(À REMPLIR PAR LE CANDIDAT)

Montant € HT:

TVA au taux de..... %

Montant en € :

Montant € TTC:

Montant €TTC (en lettres) :

PSE facultative : multi diffusion des annonces

Montant € HT :

TVA en € :

Montant € TTC :

Article 18.2- Mode de règlement

☐ **Cas d'un titulaire unique**

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du marché par virement établi à l'ordre du titulaire (**joindre le RIB**) :

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ **Cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire sans répartition des paiements :**

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du marché par virement établi à l'ordre du titulaire (**joindre le RIB**) :

DESIGNATION DU MANDATAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☒ **Cas d'un groupement solidaire :**

☒ **sans répartition de paiement :**

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre par (**joindre un RIB**) :

☐ virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire ;

☐ virement sur un compte commun ouvert au nom des opérateurs économiques du groupement ;

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ *avec répartition de paiement :*

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre selon la répartition définie ci-dessous par virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (**joindre les RIB**) :

DESIGNATION DU COTRAITANT	PRESTATIONS CONCERNEES /	PRIX HT
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire		
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire		
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire		

Article 18.3- Sous-traitance

Le titulaire :

☐ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations (il indique dans e cadre l'identité du sous-traitant, la nature et le montant de la sous-traitance, à titre indicatif).



PARTIE N°3 : SIGNATURE DU MARCHE

ARTICLE 19- SIGNATURE DU TITULAIRE

Fait en un seul original.

à..... le.....

Signature(s) du titulaire, mandataire (ou des) prestataire(s)

ARTICLE 20- APPROBATION DE L'ACCORD-CADRE

La présente offre est acceptée conformément à l'annxe 1 ci-dessus.

Les PSE suivants sont retenues :

A..... le.....

L'acheteur, pour le président et par délégation,

.....

.....

ANNEXE N°1 : PROPOSITION FINANCIERE – DECOMPOSITION DE PRIX GLOBAL ET FINANCIERE

OFFRE DE BASE :

PRESTATIONS : DETAILS DES MISSIONS	MONTANT ANNUEL € HT	TVA	MONTANT ANNUEL € TTC
Mise en place de l'outil ATS (déploiement, paramétrage et intégration) Seulement pour l'année 1			
Licence de l'ATS (annuel)			
Formation à l'outil			
Maintenance et support technique			
TOTAL :			

PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES FACULTATIVES :

PRESTATIONS : DETAILS DES MISSIONS	MONTANT ANNUEL € HT	TVA	MONTANT ANNUEL € TTC
PSE 1: Multidiffusion des annonces (auprès d'écoles / universités référencées)			

Les prix indiqués ci-dessus sont des forfaits incluant l'ensemble des prestations et modalités nécessaires à la phase concernée (échanges avec le coordinateur et les comités, réunions, rédaction et restitution des livrables etc.



Centre national
de la musique